



Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)

# LETTRE DE POLITIQUE ECONOMIQUE

## CLIMAT DES AFFAIRES ET PERFORMANCE PRODUCTIVE DU SECTEUR PRIVE IVOIRIEN: UNE ANALYSE COMPARATIVE AVEC LES PAYS AFRICAINS LEADERS

LPE N° 26/2012

*Année de publication :*  
Décembre 2012

*M. N'GUESSAN Dieu-Donné Melagne, Chercheur Associé –CAPEC*

**LPE N° 26/2012**

### 1. INTRODUCTION

Le secteur privé ivoirien a contribué ces dernières années pour deux tiers à la formation du produit intérieur brut (PIB) et à la création d'emplois modernes (Ministère du Plan et du Développement, 2009). Cependant, nonobstant son importance dans l'économie, une série d'insuffisances de l'infrastructure de soutien aux entreprises privées et à l'entrepreneuriat privé en Côte d'Ivoire est relevée par de récents rapports sur l'amélioration du climat des affaires et de l'investissement en Côte d'Ivoire (FOPAO, 2011 ;

N'Guessan, 2011).

Le diagnostic a révélé que la mauvaise gouvernance, la corruption, la médiocrité des infrastructures et le poids d'une réglementation inefficace et inefficace renchérissent les risques et les coûts que supportent les entreprises.

Par conséquent, le cadre des affaires décourage la création des entreprises, et freine la croissance du secteur privé ivoirien qui subirait alors des pressions sur ses performances, et de fait produirait de la richesse au-dessous de son potentiel.

Cette lettre de politique économique investigate les liens entre l'infrastructure des affaires et les performances productives du secteur privé ivoirien, de 1996 à 2010, comparativement aux pays africains ayant les meilleurs climats d'investissement à savoir : le Botswana, le Ghana, l'Île Maurice, la Namibie et l'Afrique du Sud. La section suivante présente la revue de littérature. La section 3 expose les résultats tandis que la conclusion et les recommandations sont contenues dans la section 4.

Cette lettre de  
Politique Économi-  
que est tirée de  
Politique  
Économique et  
Développement  
(PED) n° 13/2012  
de la CAPEC.

## 2. REVUE DE LITTÉRATURE

La littérature économique adopte quatre approches méthodologiques pour analyser les effets de l'environnement des affaires sur les performances des firmes et la croissance économique, suivant le choix de l'indicateur de performance.

Une, très courante, porte sur l'évaluation de l'impact des contraintes institutionnelles sur la taille et la croissance des entreprises en termes

d'emplois. Un exemple est l'analyse des effets de la guerre civile sur l'existence, la taille, les revenus et les besoins en personnel qualifié des firmes en Sierra Leone par Collier et Duponchel (2010).

Certaines études se réfèrent au chiffre d'affaires des firmes en tant qu'indicateur de performance productive (Dabla-Norris et Inchauste, 2008 ; Dabla-Norris et al.,

2008 ; Bah et Fang, 2011). D'autres expriment cette dernière en termes d'investissement (Ojah et al., 2010 ; Kinda, 2010 ; Djankov et al., 2010).

La quatrième approche utilise la productivité des facteurs de production, soit en termes de productivités partielles ou globale (Dollar et al., 2005), soit par la frontière de production (Roudaut et Vanhems, 2012).

## 3. RESULTATS DE L'ETUDE

Notre méthodologie part de technique.

l'idée que l'écart entre la valeur ajoutée observée et celle maximale, issue de la frontière des possibilités de production, est due en partie à l'inefficacité technique du secteur privé. Cette dernière est supposée être influencée par l'état du climat des affaires (Kumbhakar et Lovell, 2000; Kumbhakar et al., 2012).

Aussi, les estimations indiquent-elles que l'inaptitude du secteur privé à atteindre son potentiel de production est due à plus de 81% à son inefficacité

La corrélation positive entre l'efficacité technique et la disponibilité et la qualité des infrastructures économiques telles que l'électricité, les routes et la téléphonie mobile confirme le grand bénéfice qu'elles apportent aux secteurs privés. De même, les possibilités de financement et de crédit améliorent la performance productive du secteur

privé ivoirien. Cela est conforme aux conclusions de Goedhuys et Sleuwaegen (2010) relatives aux déterminants du développement des entreprises à fort po-

tentiel de croissance dans onze pays d'Afrique Subsaharienne dont le Botswana et la Namibie.

Parmi les composantes des relations entre le gouvernement et le secteur privé, nous notons la pertinence des facilités d'entreprendre pour une plus grande efficacité des investissements productifs privés.

Enfin, il apparaît que le niveau d'éducation de la population ivoirienne a un impact positif direct sur la capacité productive de son secteur privé.

#### 4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Notre étude a montré que les niveaux de performances productives du secteur privé ivoirien sont dus à un environnement des affaires déficient en comparaison de ceux des cinq autres pays, le Botswana, le Ghana, l'Île Maurice, la Namibie et l'Afrique du Sud. Ces pays offrent un climat des affaires favorable à leurs secteurs privés florissants.

Hormis la téléphonie mobile qui depuis son introduction en 1996, a connu une grande expansion de pénétration dans la population ivoirienne, toutes les autres variables, si elles n'ont pas dégringolé, demeurent à un niveau peu incitatif pour le secteur privé. La faible qualité des services administratifs, la corruption, les difficultés à entreprendre, la dégradation du réseau routier se sont aggravées sur la période, étouffant ainsi le secteur productif privé. La valeur ajoutée réelle de ce secteur en 2010 équivaut sensiblement à celle de 2000 alors que son volume d'emploi a augmenté de 75%.

L'institution d'un véritable guichet unique opérationnel, intégrant sur un même site toutes les administrations impliquées dans la création des entreprises et l'octroi de permis de construire, fortement souhaitée par la CGECI et le CEPICI (N'Guessan, 2011), améliorera considérablement les facilités d'entreprendre.

Au niveau des infrastructures économiques, il est capital de renforcer les capacités des régulateurs sectoriels afin que les opérateurs des différents secteurs concernés fournissent des services de qualité à des tarifs réduits. Le réseau routier ivoirien a besoin d'une véritable réhabilitation, d'un programme d'entretien régulier, et même une extension.

Le financement du secteur privé est un autre défi pour lequel la Côte d'Ivoire devrait accorder au moins une licence d'exploitation de registre privé d'information sur le crédit afin de combler l'asymétrie informationnelle entre les offreurs de crédits et les en-

treprises/ entrepreneurs. Ce système de rating géré par un « bureau de crédit » offrira davantage d'opportunités de crédits et d'accès au crédit aux investisseurs ivoiriens.

Enfin, la baisse de la productivité du travail dans le secteur privé ivoirien de 54.61% de 1996 à 2010 montre l'urgence de reformer le système éducatif ivoirien. La réhabilitation actuelle des universités publiques aidera certainement à cette amélioration. Cependant, la formation professionnelle et technique, surtout celle du second cycle supérieur a besoin d'une meilleure réglementation, à l'image de celle appliquée au premier cycle supérieur.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bah, El-hadj M. and L. Fang, (2011). "Impact of the business environment on output and productivity in Africa". *MPRA Paper 32517*, University Library of Munich, Germany.
- Dabla-Norris, E. and G. Inchauste (2008). "Informality and Regulations: What Drives the Growth of Firms?". *IMF Staff Papers*, 55(1): 50-82. International Monetary Fund, Washington D.C.
- Dabla-Norris, E., M. Gradstein and G. Inchauste (2008). "What Causes Firms to Hide Output? The Determinants of Informality". *Journal of Development Economics*, 85(1-2):1-27.
- Djankov, S., T. Ganser, C. McLiesh, R. Ramalho and A. Shleifer (2010). "The Effect of Corporate Taxes on Investment and Entrepreneurship". *American Economic Journal: Macroeconomics*, 2(3) : 31-64.
- Dollar, D., M. Hallward-Driemeier and T. Mengistae (2005). "Investment Climate and Firm Performance in Developing economies". *Economic Development and Cultural Change*, 54(1): 1-21.
- FOPAO (2011). Etude portant sur les actions d'amélioration/ adaptation et réformes nécessaires à apporter au cadre des affaires et de l'investissement en Afrique de l'Ouest. *Cabinet TBC / CGECI*. Abidjan, août 2011.
- Goedhuys, M. and L. Sleuwaegen (2010). "High-Growth Entrepreneurial Firms in Africa : A Quantile Regression Approach". *Small Business Economics*, 34:31-51.
- Kinda, T. (2010). "Investment Climate and FDI in Developing Countries: Firm-Level Evidence". *World Development*, 38: 498-513.
- Kumbhakar, S. C. and C. A. K. Lovell (2000). *Stochastic Frontier Analysis*. Cambridge University Press, UK.
- Kumbhakar, S.C., G. Lien and J.B. Hardaker (2012). "Technical Efficiency in Competing Panel Data Models: a study of Norwegian grain farming". *Journal of Productivity Analysis*, DOI10.1007/s11123-012-0303-1, published online : 19 september 2012.
- Ministère du Plan et du Développement (2009). *Stratégie de Relance du Développement et Réduction de la Pauvreté*. DSRP 2008, janvier 2009.
- N'Guessan, M. D. (2011). Etude portant sur les actions d'amélioration/ adaptation et réformes nécessaires à apporter au cadre des affaires et de l'investissement en Côte d'Ivoire. *Cabinet TBC / CGECI*. Abidjan, juillet 2011.
- Ojah, K., T. Gwatidzo and S. Kaniki (2010). "Legal environment, finance channels and investment: The east african example." *Journal of Development Studies*, 46(4): 724-744.
- Roudaut, N. and A. Vanhems (2012). "Explaining Firms Efficiency in the Ivorian Manufacturing Sector: a Robust Non-parametric Approach". *Journal of Productivity Analysis*, 37(2): 155-169.

Adresse : 08 BP 1295 ABIDJAN 08  
Tél. : 22 44 41 24  
Fax : 22 48 51 68  
E.mail : capec@afnet.net  
Situation géographique :  
Boulevard Latrille, près du Lycée  
Classique d'Abidjan

Retrouvez-nous sur le Web  
[http:// www.capec-ci.org](http://www.capec-ci.org)

Ceci est une publication de la CAPEC  
Maquette : CAPEC  
Impression : Reprographie du CIREs

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CAPEC) a été créée en décembre 1992.

La CAPEC a pour mission de produire pour le compte de l'administration publique ivoirienne des travaux scientifiques destinés à éclairer davantage les décisions de politique économique du gouvernement. C'est une structure nationale de réflexion, d'information et de conseil au service de l'Etat et des autres agents économiques.

La Cellule assure également la formation continue des cadres de l'administration pour aider à la compréhension, à l'applicabilité et à l'efficacité des politiques économiques.

La CAPEC a trois supports de publications : Politique Economique et Développement (PED), le Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) et la Lettre de Politique Economique (LPE).

La Lettre de Politique Economique rend compte de l'essentiel des résultats des recherches et des recommandations de politiques économiques publiés dans le PED et le BUPED. Elle est aussi utilisée comme support pour les chroniques économiques.

Depuis sa création, la CAPEC est financée principalement par l'ACBF (African Capacity Building Foundation / Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique) et le gouvernement ivoirien.

Les points de vues soutenus dans cette lettre ne peuvent être attribués au Comité de Pilotage, à la Coordination et aux bailleurs de fonds de la Cellule, mais à leurs seuls auteurs.

AHOURE Alban A. E.  
Directeur p. i. de la CAPEC